

SIE NOUVELLES

Edition 50

Juillet 2006

SIE AFRIQUE SIE NOUVELLES

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je commence cette édition avec la triste annonce de la disparition, voici quelques semaines, de l'un de nos collègues au Zimbabwe, Reuben Mavima, qui était actif au sein de la SADC RRSU et de l'Université du Zimbabwe. Il était également responsable d'une grande partie des actions menées au niveau du développement d'Infrastructures de données spatiales, en particulier dans la SADC. SIE AFRIQUE a eu l'honneur de travailler étroitement avec Reuben à plusieurs reprises. Sa disparition laisse un vide dans la communauté de l'information géographique en Afrique. Nous présentons toutes nos condoléances à sa famille ainsi qu'à ses amis.

SIE AFRIQUE et le HSRC vous rappelons que l'étude sur les groupes de données fondamentales africaines a d'ores et déjà démarré. Nos partenaires (OSFAC, RCMRD, CSE, RECTAS, CEDARE) vous contacteront sous peu pour vous présenter un questionnaire destiné à cerner les lacunes de données qui existent en Afrique. Il est très important que tous les détenteurs et conservateurs de données participent à l'étude. Je vous invite à m'envoyer un courriel (sgovender@eis-africa.org) si vous souhaitez obtenir plus de renseignements sur cette initiative.

Quant à la présente édition de SIE NOUVELLES, nous continuons dans les pages suivantes à vous présenter des articles qui traitent de problèmes liés au développement de l'Afrique. Nous sommes convaincus que les informations géospatiales sont un élément essentiel à la résolution de problèmes tels que la pauvreté, le développement durable, la gestion des désastres et bien d'autres. Enfin, nous espérons que ces articles vous inciteront à développer des systèmes d'informations géographiques et environnementales à même de satisfaire les besoins les plus pressants de notre continent.

Sives Govender

Surmonter la pauvreté : le potentiel africain

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) vient de publier un rapport sur le potentiel de l'Afrique pour surmonter la pauvreté.

Achim Steiner, le directeur exécutif du PNUE, se montre optimiste que la pauvreté en Afrique pourrait être reléguée au passé à condition que l'on arrive à exploiter de façon efficace, honnête et durable les ressources considérables du continent.

Prononçant une allocution à l'occasion du lancement officiel des Perspectives environnementales de l'Afrique (AEO-2), le nouveau chef du PNUE a fait remarquer que malgré le potentiel énorme de l'Afrique, il reste à régler des problèmes urgents tels que le taux très élevé de déboisement, le haut niveau de dégradation des sols, une utilisation agricole de l'eau peu économe, le changement climatique.

Steiner a fait noter que les ressources naturelles sont essentielles aux activités économiques.

Intitulé « Notre environnement, notre richesse », le rapport souligne le fait qu'à l'heure actuelle l'Afrique n'exploite qu'une part infime de ses richesses naturelles.

« L'Afrique devrait se transformer d'un exportateur important de ressources premières en une base industrielle dynamique », a déclaré Steiner.

Par ailleurs, il a appelé de ses vœux que l'Afrique « ajoute de la valeur » aux matières premières qu'elle exporte.

D'après AEO-2, d'autres défis commencent à voir le jour, tels les organismes modifiés génétiquement, le coût de lutter contre les espèces envahissantes, le transfert vers les pays en voie de développement de l'industrie chimique.

Un grand nombre de pays africains ont signé des traités internationaux sur l'environnement ou participent à des accords de coopération ayant pour objet des ressources naturelles partagées telles que le bassin du Limpopo ou encore les forêts du bassin du Congo (ces dernières sont d'ailleurs d'une importance mondiale).

Entre-temps, des initiatives comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) promettent de mettre le continent et ses différentes nations sur une voie plus prospère où seront à l'équilibre les éléments économiques, sociaux et environnementaux.

Plusieurs pays africains, tels la Gambie et la Zambie, incluent désormais l'environnement dans leurs politiques conçues pour combattre la pauvreté tandis que d'autres commencent à introduire des impôts ou des mécanismes offerts par l'économie de marché dans l'objectif de conserver les écosystèmes telles que les forêts.

Aujourd'hui, Achim Steiner a déclaré que : « Ce rapport conteste le mythe que l'Afrique est pauvre. Ce faisant, il met l'accent sur les vastes ressources naturelles du continent qui, si elles sont gérées de façon correcte, durable et créative, pourraient servir de base à une véritable renaissance africaine qui remplira, voire qui dépassera les Objectifs de développement du millénium. Tout de même, ce ne sera pas facile. Comme l'AEO-2 fait remarquer, l'Afrique aura à faire des choix très durs. »

« Si par manque de volonté politique les politiques ne sont pas revues, ou encore qu'on ne trouve pas les financements nécessaires, alors l'Afrique se trouvera dans une situation encore plus intenable où elle verra s'éroder de plus en plus ses richesses naturelles tout en s'enfonçant dans une pauvreté encore plus tenace », a-t-il ajouté.

« Une telle situation aura des conséquences très graves non seulement pour les 800 millions d'habitants du continent, mais encore pour le reste du monde. Néanmoins, je suis convaincu que nous parviendrons très vite au tournant de l'Afrique et que les morceaux du puzzle d'un développement durable se mettent d'ores et déjà en place », a fait savoir Steiner.

« Les gouvernements font état d'une volonté de coopération de plus en plus grande, se montrant prêt à entamer des discussions sur des problèmes urgents d'ordre régional ou international. Les leaders africains reconnaissent de plus en plus l'importance économique que détient l'environnement comme outil contribuant au développement, à un meilleur niveau de vie, à la paix et à la sécurité. Je crois sincèrement que nous nous trouvons en face d'une occasion très singulière pour perpétuer cette dynamique pour un long temps à l'avenir », a-t-il conclu.

Dressé pour la part de l'AMCEN avec le soutien financier du PNUE, des gouvernements de la Belgique, du Luxembourg et de la Norvège, l'AEO-2 est le résultat d'une coopération entre chercheurs et scientifiques actifs à travers l'Afrique.

Potentiel inexploité

D'après l'AEO-2, qui est sous-titré « Notre environnement, notre richesse », l'Afrique ne réalise qu'une part infime du potentiel économique qu'offrent ses ressources naturelles (*eaux fraîches, forêts, gisements miniers, environnement marin*).

Par exemple, constate le rapport, le potentiel touristique offert par les sites naturels et culturels est énorme mais reste largement inexploité.

Ainsi, « malgré le fait que l'Afrique abrite de très nombreux attractions touristiques, le continent ne détient que 4% de l'industrie touristique mondiale », fait noter le rapport.

Des arguments similaires sont avancés pour ce qui concerne l'alimentation : « l'Afrique a des ressources en terres suffisantes pour nourrir tous ses habitants. Malgré cela, à l'heure actuelle, un habitant sur trois sur le continent est sous-alimenté. »

Le rapport s'attaque également à l'idée populaire selon laquelle l'Afrique manquerait de l'eau, soulignant au contraire combien peu l'eau en Afrique sert à l'irrigation, à la consommation humaine ou encore à la production d'électricité.

Les ressources renouvelables en eaux fraîches de l'Afrique équivalent près de 4000 kilomètres cubes par année, ce qui représentent environ 10 pour cent des ressources en eaux fraîches du monde et qui correspondent bien au pourcentage de l'Afrique sur la population mondiale.

Malgré cela, en 2005 seulement environ 5% du potentiel de développement représenté par l'eau ont servi à « l'industrie, au tourisme, à la production de l'énergie », souligne le rapport.

Par ailleurs, l'Afrique est qualifié de « géant minier » responsable de près de 80% de la production globale de platine, plus de 40% des diamants du monde et plus de 20% de la production d'or et de cobalt. Malgré cela, la base industrielle du continent reste négligeable. »

Le rapport note par ailleurs qu'il existe au niveau des gisements de minerais ou des produits forestiers un besoin pressant « d'ajouter de la valeur aux ressources naturelles ».

« L'Afrique devra se transformer d'un exportateur important de ressources premières en une base industrielle et manufacturière dynamique ».

L'AEO-2 évalue l'état de l'environnement actuel et avance des scénarios possibles produits par de différentes orientations politiques au cours des décennies suivantes.

Les choix difficiles qu'auront à prendre les dirigeants politiques et économiques ainsi que la société civile sont les plus clairs quand on en vient aux scénarios faits pour les eaux fraîches et pour les terres cultivables.

Les terres cultivables

Si la production alimentaire en Afrique ne dépendait que des forces du marché, le niveau de dégradation des sols augmenterait, au pis des cas de figure, à entre 25,000 à 35,000 milles hectares par année.

Cette intensification d'activités agricoles toucherait en particulier aux forêts, dont l'étendue diminuerait « de façon dramatique » de 2005 à 2025.

En revanche, un cas de figure plus prometteur, la soi-disante « Grande Transition », fait état d'une extension des terres agricoles de 10% entre 2005 et 2025.

Cette augmentation est réalisée non pas suite à une exploitation plus intensive des terres agricoles existantes, mais grâce à la mise en production de terres appartenant aux divers gouvernements africains.

La révision des systèmes d'imposition aurait également un effet bénéfique sur l'utilisation des sols grâce à l'encouragement de méthodes d'exploitation plus respectueuse des conditions climatiques, géographiques, démographiques et culturelles.

Dans ce cas de figure, la dégradation des sols est réduite à 0,1 million d'hectares par année à l'horizon 2015 tandis que, grâce à la mise en place de programmes de restauration, la superficie des forêts commence à augmenter à partir d'environ 2015.

Eaux douces

Dans le cas de figure le plus négatif, parallèle à la croissance industrielle la concurrence pour l'eau augmenterait, principalement au dépens du grand public.

La croissance industrielle du continent serait fonction du transfert probable d'industries – par exemple des usines chimiques – vers les parties du monde qui sont en voie de développement, comme l'Afrique, en particulier vers l'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord.

Les nouvelles industries créeraient des emplois mais en même temps consommeraient jusqu'à 16% des eaux disponibles, ce qui augmenterait la pression sur les nappes phréatiques, fait savoir le rapport.

Le prix de l'eau domestique pourrait monter en flèche dans bon nombre de pays africains, ce qui forcerait les consommateurs à acheter de l'eau moins chère mais également plus polluée.

Dans ce cas de figure, plus d'un tiers des africains manqueraient un accès adéquat à l'eau à l'avenir.

En revanche, dans le meilleur des cas de figure, les industries auraient à satisfaire à des normes anti-pollution suffisantes. Ainsi, malgré que la consommation industrielle de l'eau monterait à près de 20% de la consommation totale de l'eau, les déversements industriels ne pollueraient pas les lacs ou les rivières.

L'augmentation de la demande industrielle serait également contrebalancée par des gains d'efficacité en agriculture grâce, par exemple, à une utilisation plus répandue des systèmes d'irrigation par gouttes au dépens des systèmes d'arrosion traditionnels.

A l'heure actuelle, l'agriculture africaine représente jusqu'à 90% de la consommation totale de l'eau. Sous le scénario « Grande Transition », la consommation agricole de l'eau diminuerait à moins de 60% grâce à l'introduction par les gouvernements africains de tarifs qui inciteraient à l'utilisation de systèmes d'irrigation modernes moins consommateurs de l'eau.

En revanche, suite à la plus grande disponibilité d'eau potable propre et saine et à de meilleurs niveaux de vie résultant de la croissance industrielle, la consommation de l'eau par le grand public augmenterait, voire aboutirait à une « utilisation abusive » en zones urbaines connaissant une croissance rapide.

Ainsi, dans ce cas de figure, sur une population africaine de 1,5 milliard, 26% manqueraient un accès adéquat à l'eau à l'horizon 2050.

Ceci est une indication très claire que, si l'on souhaite satisfaire durablement aux objectifs internationaux de développement, il faudra des efforts encore plus importants au niveau tant de la sensibilisation des consommateurs que de l'utilisation de l'eau plus efficace en milieu urbain.

Nouveaux défis

Les espèces étrangères envahissantes, qui vont des grenouilles aux arbres, font partie des nouveaux défis auxquels l'Afrique devra faire face, déclare l'AEO-2.

Les spécialistes ont dressé une liste d'un grand nombre de formes de vie qui, introduites accidentellement ou délibérément en Afrique, produisent aujourd'hui des effets néfastes : empoisonnement de bétail, endommagement des réserves d'eau, porteurs de maladies, incidences négatives sur le tourisme ...

D'après les estimations, le plus grand nombre d'espèces étrangères se trouvent en Afrique du Sud, suivie par l'île Maurice, le Swaziland, l'Algérie, Madagascar, le Kenya.

Les dommages annuels causés par ces espèces se chiffrent, dans certain cas, à des millions de dollars, freinant par là les progrès économiques ou la réalisation des Objectifs de développement du millénaire.

L'acacia noir, par exemple, un arbre introduit en Afrique du Sud voilà environ 150 années en raison des qualités présentées par son écorce, contribue à la destruction des rives et de la faune indigène au Royaume floral du Cap, l'un des hauts lieux de biodiversité du monde.

Depuis 1995, le gouvernement sud-africain a ainsi supprimé et détruit quelques 5 milliards d'acacias noirs. Le coût annuel pour combattre manuellement et chimiquement les espèces étrangères présents au Royaume floral du Cap se monte à environ 40 millions de dollars US.

Entre-temps, sont devenus de nouveaux sujets de préoccupation les stocks de produits chimiques dépassés et dangereux, le transfert de l'industrie chimique des pays développés vers les pays en voie de développement, des lacunes dans le traitement spécialisé de substances toxiques.

Ce problème est illustré par une étude des marécages au Sénégal où la pollution chimique par l'agriculture et l'industrie est responsable d'une chute de plus de 50% des pêches.

Le rapport AEO-2 appelle de ses vœux la mise en place d'une série de mesures destinées à assurer que l'Afrique bénéficie au maximum de toute nouvelle installation chimique sur son sol.

Celles-ci comprennent, entre autres, une meilleure évaluation des risques, une surveillance accrue, une gestion plus efficace des déchets, l'étiquetage des produits pour guider les consommateurs dans leurs choix, l'introduction de systèmes de réponse par urgence.

Ces recommandations reprennent celles avancées lors du Sommet mondial sur le développement durable en 2002 et ensuite approuvées par les ministres de l'environnement au titre de l'Approche stratégique à la gestion internationale des produits chimiques à l'occasion de la Session spéciale organisée par le Conseil directeur du PNUE / Forum ministériel global sur l'environnement, qui était organisée à Dubaï plus tôt cette année.

Le troisième nouveau défi concerne la réponse du continent aux avantages et aux dangers présentés par les organismes génétiquement modifiés.

Le rapport dénote que désormais près d'une vingtaine de pays africains ont introduit ou sont en train de tester des OGM, parmi lesquels le Maroc, l'Egypte, le Kenya, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, le Mali ...

Le rapport est de l'avis que les cultures techniquement avancées pourraient contribuer à la lutte contre la famine et la faim et à remplir les objectifs internationaux de développement.

Néanmoins, fait remarquer le rapport, il existe le danger que ces cultures pourraient détourner l'attention des problèmes plus fondamentaux liés à la sous-alimentation comme les systèmes inadéquats de distribution alimentaire, le manque de terres mises à la disposition des pauvres, la mauvaise gestion de l'environnement ...

Il est également préoccupant que trop peu de pays africains disposent des structures scientifiques, juridiques, administratives et autres nécessaires à une gestion efficace de cette nouvelle génération de cultures.

C'est précisément pour combler ces lacunes et pour permettre à une centaine de pays en voie de développement, y compris plus de 30 pays africains, d'acquérir les compétences et de créer le cadre juridique nécessaires à l'acceptation ou au rejet des OGM que le PNUE met en place actuellement un projet d'augmentation des capacités (*financé à hauteur de plusieurs millions de \$US par Global Environment Facility*).

Soumis par Carlyn Hambuba

Catalogue géospatiale des groupes de données africaines

Le Conseil sud-africain pour la recherche en sciences humaines (HSRC) et SIE AFRIQUE conduisent une enquête sur les groupes de données fondamentales en Afrique. Nous avons déjà abordé ce projet dans un bulletin d'informations précédant. Ici nous souhaitons vous mettre au courant des activités récentes menées en rapport à cette enquête.

Phase catalogue

L'UNECA et les participants au projet ont décidé de se servir du logiciel « ArcCatalog » quant à la saisie de métadonnées. Dans certains cas, notamment là où les participants nationaux ne disposent pas de ce logiciel, les partenaires sous-régionaux ont offert de se charger de la saisie des données. De même, ont d'ores et déjà été achevé un questionnaire ainsi que les indications correspondantes (en anglais comme en français).

Présentement, nous sommes en train de développer des directives sur l'analyse des écarts de données. Des demandes d'information ont été envoyées à un total de trente et une agences internationales. En Afrique, vingt-huit partenaires nationaux ont été contactés en vue d'obtenir leur participation à l'enquête. Quant aux autres pays africains, il nous reste à établir des contacts avec eux. Au cours des semaines à venir, nous enverrons des questionnaires aux divers contacts nationaux ayant accepté la responsabilité de conduire l'enquête dans leurs pays respectifs. La collecte des informations devra être terminée vers la fin août.

Phase couverture terrestre

Dans une deuxième phase, nous aborderons la couverture terrestre. Une liste d'adresses électroniques comprenant 540 contacts a été établie. Parmi celles-ci, 180 courriels sont revenus comme erronées. Nous nous attendons à environ 200 réponses sur les 360 adresses qui restent. La date limite de réponse a été fixée au 1^{er} juillet 2007. Enfin, nous dresserons une liste d'experts africains parmi ces réponses pour ensuite sélectionner les participants à inviter à un atelier organisé en Afrique du Sud.

Soumis par Gina Weir-Smith

Evènements à venir

Conférence 2006 de l'Association australo-africaine pour l'éducation environnementale (EEASA), organisée à Harare, au Zimbabwe, du 14 au 18 août 2006. Cette 24^{ème} Conférence de l'EEASA promet d'être aussi riche en exposés et en ateliers que celles des années précédentes. La panoplie d'actions et d'activités offertes comprendra ainsi la présentation d'exposés, des ateliers, des sorties éducatives, des tables rondes, la formulation de recommandations vis-à-vis d'actions régionales en accord avec la Décennie des Nations unies pour l'éducation en développement durable (UNDES). Il sera organisé une place du marché pour des expositions. La conférence comprendra une journée ouverte spéciale à l'intention des jeunes comprenant des présentations et des expositions qui mettra l'accent sur la participation de la jeunesse à l'éducation environnementale (EE).

Les thèmes secondaires des présentations à la Conférence de l'EEASA 2006 comprendront :

- * S'organiser pour l'action en EE
- * Le défi du développement durable
- * La politique environnementale dans la pratique
- * Vers les meilleures pratiques en EE
- * Initiatives industrielles pour l'environnement
- * Traduire l'UNDES en actions

Pour de plus amples renseignements, voir : www.action.co.zw

Conférence internationale sur la réduction des désastres, Davos, Suisse, du 27 août au 1er septembre 2006. Pour de plus amples informations, voir : <http://www.davos2006.ch/>

Symposium de la Commission VIII de l'ISPRS, organisé du 3 au 7 septembre 2006 à Haïfa, en Israël. Voir : <http://www.commission8.isprs.org>.

Symposium de la Commission III de l'ISPRS : "La vision photogrammétrique d'ordinateur", organisé à Bonn du 20 au 22 septembre 2006. Voir : <http://www.commission3.isprs.org>.

L'Institut international pour la gestion de l'eau (IWMI) organisera un **Atelier international sur la représentation cartographique internationale des zones irriguées (GIAM)** du 25 au 27 septembre 2006 à Colombo, à Sri Lanka. Veuillez vous inscrire en ligne (méthode préférée) à : <http://www.iwmidsp.org/iwmi/giam-workshop/>.

Appel d'exposés pour le 2^{ème} **Gi4DM** qui aura lieu à Goa, en Inde, du 25 au 26 septembre 2006. La date limite de dépôt des résumés a été fixée au 31 janvier 2006. Pour de plus amples renseignements, voir : <http://www.eis-africa.org>.

Symposium de la Commission V de l'IFPRI : "l'ingénierie de l'image & la vision métrologique", organisé à Dresde, en Allemagne, du 25 au 27 septembre 2005. Voir également : <http://www.commission5.isprs.org>.

Symposium de la Commission IV de l'IFPRI : "Les bases de données géospatiales au service du développement durable", organisé à Goa, en Inde, du 27 au 30 septembre 2006. Voir également : <http://www.commission4.isprs.org>.

1^{ère} Conférence est-africaine d'utilisateurs d'ESRI (EAUC), organisée à Nairobi du 5 au 6 octobre 2006. Oakar Services Ltd., le distributeur de l'ESRI en Afrique de l'est, vous invite au rencontre des actuels et des futurs utilisateurs de logiciels d'ESRI ainsi que des membres de la communauté régionale de données spatiales lors de la toute 1^{ère} Conférence est-africaine d'utilisateurs d'ESRI. Le programme de pré-conférence – organisée du 2 au 4 octobre 2006 – consistera : (a) en des sessions de formation en SIG présentées par un assistant de l'ESRI ; (b) en un séminaire sur l'utilisation des *SIG en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité nationale*. L'EAUC comprendra la présentation d'exposés, une exposition d'affiches, des stands commerciaux, des ateliers techniques ainsi qu'un programme très intéressant destiné aux étudiants chargés de travaux dirigés. Nous vous invitons à soumettre des résumés d'exposés traitant de l'une des questions suivantes : (a) les ressources environnementales et naturelles (b) la planification, la gestion des sols, le développement économique (c) les sciences des SIG, la technologie, l'éducation, les services commerciaux (d) le transport, les services et les travaux publics (e) la santé, la sécurité publique. La date limite de dépôt des résumés a été fixée au 30 juin. Pour des informations plus détaillées sur la conférence, veuillez envoyer un courriel à : eauc@esria.co.ke

SARETI : Symposium 2006 sur l'éthique en matière de la recherche médicale en Afrique. L'initiative sud-africaine pour la formation en matière de l'éthique de la recherche (SARETI) est un programme de formation financé par le Centre international Fogarty des Instituts américains pour la santé. Créée il y a quatre années, la SARETI compte plusieurs étudiants de niveau BAC + 5 et des boursiers près d'obtenir leurs diplômes. En octobre de cette année, la SARETI organisera le 1^{er} Symposium sur l'éthique en matière de la recherche médicale en Afrique (AHRES). La réunion aura lieu du mercredi 11 au vendredi 13 octobre 2006 à l'hôtel Méridien de Dakar, au Sénégal. La langue de communication sera l'anglais. Nous invitons les parties intéressées à nous envoyer des exposés et des présentations à faire lors du symposium. L'AHRES mettra l'accent sur la présentation de recherches récentes et les connaissances en matière de problèmes liés à l'éthique en Afrique, ou effectuées par des chercheurs et des spécialistes africains. On donnera la préférence à des étudiants ou à des boursiers des programmes bioéthiques de Fogarty International. Nous aurons plusieurs intervenants éminents, tous spécialistes en recherches sur l'éthique, plus particulièrement au niveau de l'Afrique, mais également effectuées dans des pays en voie de développement situés hors du continent africain. Le reste du programme sera consacré à la présentation d'exposés touchant à des aspects divers de la recherche sur l'éthique en Afrique. Malgré le fait que l'accent sera sur l'Afrique, nous invitons également des délégués en provenance d'autres continents à nous envoyer vos propositions de contributions. Les collègues intéressés par le symposium devraient s'adresser à Mme Debbie MARAIS (maraisd@ukzn.ac.za) qui vous tiendra au courant du développement du programme. Au cas où vous souhaiteriez présenter un exposé, merci de nous en envoyer un résumé (vingtaine de lignes). Pour de plus amples renseignements, voir : <http://shsph.up.ac.za/sareti/sareti.htm>

La Commission européenne promet 30 millions d'euros pour des routes clés en Tanzanie

La Commission européenne a approuvé 30 millions d'euros pour les dernières phases d'un programme important de mise à niveau de routes en Tanzanie. Grâce à ce programme, les connections entre Dar-es-Salaam et Mwanza, la deuxième ville du pays, seront améliorées, réduisant ainsi les coûts de transport sur ce corridor central de l'Afrique de l'Est tout en facilitant l'accès aux marchés comme à l'infrastructure commerciale de la région. Le programme est la prolongation d'investissements de plus de 170 million d'euros faits dans les routes tanzaniennes par l'Union européenne depuis 2002. Le programme s'inscrit dans une plus grande stratégie de construction d'infrastructures destinées à relier un grand nombre de pays à travers l'Afrique.

Pour de plus amples renseignements, voir :

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/826&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Source : *Bulletin d'informations CTA Bruxelles*

Sites intéressants :

Grâce au soutien financier des gouvernements de la Suède et du Royaume-Uni, l'Institut mondial pour la recherche en économie de développement (WIDER) a développé un site Internet qui permet aux utilisateurs de créer des simulations dites « *What if ?* » pour 5 pays différents en Afrique. Chaque modèle de microsimulation montre aux utilisateurs quels seraient les effets sur la pauvreté, la distribution et le budget public de leurs choix tout en comparant les résultats des simulations avec la situation actuelle, ou le scénario de base.

Voir http://models.wider.unu.edu/africa_web/

Source : *Bulletin d'informations IFPRI-LCSP, volume 6 numéro 7*

Les génies chez Google continuent les exploits ! Pour nos lecteurs intéressés à voir à l'action un logiciel à même de présenter sous forme de graphiques des indicateurs de développement humain, et bien, rendez-vous à www.gapminder.org, ou encore allez directement à <http://tools.google.com/gapminder/> pour visualiser une graphique mouvante affichant le développement mondial.

Une planète, beaucoup de peuples : atlas de notre environnement en évolution

« *One planet, many people : atlas of our changing environment* » présente par l'intermédiaire des technologies de télédétection des informations scientifiquement vérifiables et compréhensives sur les changements environnementaux mondiaux. L'atlas comprend une collection de 405 diapositives sous format PowerPoint qui se divisent en groupes régionaux et thématiques couvrant 11 thèmes contemporains et dynamiques :

* Introduction à la planète, les nations et la planète, l'atmosphère, les zones côtières, les zones urbaines, l'eau et les lacs, les forêts, les terres en culture, les prairies, la toundra et les zones polaires, les événements catastrophiques

* et 6 régions géographiques * l'Afrique, l'Asie et l'Océanie, l'Europe, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, les régions polaires * L'atlas peut désormais être téléchargée gratuitement à partir de <http://www.na.unep.net/OnePlanetManyPeople/powerpoints.html>.

Cette présentation de hauts lieux environnementaux reprend essentiellement des images de satellite prises au cours des 30 dernières années et qui démontrent comment les actions humaines ou encore les activités géophysiques ont changé différentes parties du monde. Les exemples comprennent le rétrécissement de la plaque de glace sur l'océan Arctique, la croissance de villes telles que Las Vegas, la réduction des forêts amazoniennes, le déclin de la mer d'Aral et du lac Tchad. Les images de satellites présentées dans l'édition imprimée de l'Atlas (334 pages) sont reprises dans la présentation PowerPoint pour faciliter l'utilisation des images par des décideurs environnementaux, des organisations non-gouvernementales, le secteur privé, des académiques, des enseignants, des citoyens intéressés par l'utilisation de ce matériel. Elle permet de démontrer visuellement les changements résultants de processus naturels ou d'activités humaines.

Source : *Docteur Ashbindu Singh*

L'accent mis sur l'utilisation de l'énergie solaire

Les Tanzaniens sont encouragés d'utiliser l'énergie solaire afin de mieux faire face à la croissance continue du prix de fuel et d'électricité.

Mwakaugugi a dit que pour reconnaître l'importance de l'énergie solaire dans le pays, le gouvernement a décidé de supprimer la TVA et les taxes à l'importation sur tous les équipements fonctionnant à l'énergie solaire.

Il a regretté le manque grave d'électricité auquel la Tanzanie est confrontée, ce qui est dû au faible niveau d'eau dans les barrages alimentant les centrales hydrauliques du pays, pour ensuite faire noter que l'énergie solaire présentait l'avantage d'être respectueux de

l'environnement et que, aujourd'hui, les sources d'énergie conviviales et respectueuses de l'environnement sont de plus en plus abordables.

Effectivement, malgré son coût initial élevé, l'énergie solaire est bon marché à long terme.

L'officier a signalé que le Ministère de l'énergie et des minerais coopérait avec les organisations non-gouvernementales en matière de l'énergie solaire.

Enfin, il a promis que son ministère continuerait à soutenir toutes les organisations qui participent à des activités de sensibilisation à l'énergie solaire.

Source : *The Guardian, Tanzanie*

Le Brésil et le Ghana signent un accord pour la création de l'EMBRAPA Afrique

Le premier Bureau régional de la Société brésilienne pour la recherche agricole (EMBRAPA) ouvrira bientôt ses portes à Accra, au Ghana. Le Brésil et le Ghana ont récemment signé un accord sur la création d'un bureau en Afrique de l'EMBRAPA. L'objectif du bureau sera de fournir une assistance technique, de dispenser des stages et de contribuer au développement de ressources humaines sous les auspices du Ministère brésilien de l'agriculture, du bétail et de l'alimentation.

« Nous avons décidé d'établir en Afrique, à Accra, le premier bureau de l'EMBRAPAD afin de pouvoir contribuer activement à la lutte contre la faim et la pauvreté sur le continent africain. Les partenaires de l'EMBRAPAD veulent également coopérer dans un deuxième domaine qui revêt, lui aussi, une importance capitale, savoir les sources alternatives d'énergie. Ces sources pourraient avoir un impact social très élevé vu qu'elles sont fortement créatrices de revenus et d'emploi, réduisent les émissions de polluants tout en diminuant la dépendance des combustibles importés », a expliqué Luiz Inacio Lula da Silva, le président du Brésil.

La coopération bilatérale entre le Ghana et le Brésil mettra l'accent sur le transfert technologique en matière de l'agriculture tropicale, y compris les céréales, les légumes, les fruits, les pâturages, le bétail. Pour en savoir plus, voir : http://www.embrapa.br/noticias/banco_de_noticias/folder.2006/foldernoticia.2006-0703.1126368809/noticia.20060710.8962230062/mostra_noticia

Source : *Crop Biotech Update*
14 juillet 2006

Plan d'action africain : engager les satellites au service du développement

Des scientifiques issus de 17 pays situés au sud du Sahara ont mis au point un plan d'action destiné à appliquer les technologies satellitaires à une série de problèmes liés au développement.

La télémédecine est l'une de ces applications. Il s'agit d'une technologie qui permet, par exemple, aux grands hôpitaux de se connecter par satellite à des cliniques situées dans des zones isolées où les systèmes de communications sont inexistantes ou endommagés.

Les scientifiques ont fait l'avant-projet du plan au cours d'un atelier qui a été organisé à Lusaka, en Zambie, du 26 au 30 juin, et financé par les Nations unies et l'Agence spatiale européenne.

Alice Lee, la dirigeante du Programme des Nations unies pour les applications spatiales, a fait remarquer à SciDev.Net que la télémédecine profiterait avant tout aux patients se trouvant à des cliniques qui manquent un personnel adéquat ou spécialisé, se situent en zones isolées ou qui n'offrent pas des services de santé spécialisés.

Grâce à cette technologie, les médecins se trouvant dans les cliniques isolées pourraient envoyer des images numériques ou les résultats d'analyses de sang à un hôpital plus important, qui se chargerait ensuite du diagnostic et de renvoyer les résultats à la clinique.

Un projet de télémédecine à l'Hôpital de Tygerberg pour enfants, qui est installé près du Cap, en Afrique du Sud, a été lancé dès 1996, mais la plupart des autres pays africains n'ont pas encore de programme similaire.

Les Systèmes satellites de navigation globale (SSNG) – tels que le Système de positionnement global (GPS) des Etats-Unis ou le GLONASS de la Russie – peuvent également servir à améliorer la représentation cartographique de phénomènes tels que le déboisement, ou encore le contrôle de maladies, l'agriculture, le climat, la conservation.

Prononçant l'allocution d'ouverture de l'atelier, Lupando Mwape, le vice-président de la Zambie, s'est dit confiant que les technologies satellites réduiraient les coûts de production agricoles tout en assurant de meilleurs rendements et de revenus aux exploitants agricoles.

Le plan d'action souligne le besoin d'une coopération internationale, régionale et nationale en matière de l'installation et de l'utilisation de ces technologies si l'on souhaite promouvoir le développement de la région.

Le plan demande également aux scientifiques de fournir des services de conseil aux décideurs politiques dans leurs pays respectifs quant à l'application pratique des SSNG.

Alexandre Steciw, le conseiller supérieur à Galileo Joint Undertaking (*le SSNG européen sera opérationnel dès 2008*) a déclaré aux participants de l'atelier que le Fonds européen de développement était prêt à financer des projets si les blocs économiques africains –

tels que la Communauté de développement de l'Afrique australe ou encore la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest – présentaient des propositions coordonnées.

Source : *SciDev.net*

Le PNUE : l'Afrique devra exploiter ses ressources naturelles

D'après « les Perspectives environnementales africaines – 2 », un rapport récemment publié par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Afrique vaincrait la pauvreté à condition qu'elle utilise et gère convenablement ses richesses naturelles. D'après Achim Steiner, le Directeur exécutif du PNUE, « le rapport conteste le mythe que l'Afrique est pauvre. Effectivement, il met l'accent sur les vastes ressources naturelles du continent qui, si elles sont gérées de façon correcte, durable et créative, pourraient servir de base à une véritable renaissance africaine qui remplira, voire qui dépassera les Objectifs de développement du millénaire. Tout de même, ce ne sera pas facile. Comme l'AEO-2 fait remarquer, l'Afrique aura à faire des choix très durs. »

Le continent devra toujours s'attaquer à des problèmes comme le déboisement, la dégradation des sols, une utilisation peu économe de l'eau en agriculture, le changement climatique. Steiner précise que les pays africains auront à changer leurs politiques, fortifier leur volonté politique et trouver un financement adéquat pour faire face à ces défis.

Le rapport dresse le bilan actuel de l'état de l'environnement et aboutit à des scénarios possibles que produiraient des politiques différentes au cours des décennies à venir. Il s'étend sur les priorités clés de la région ainsi que sur les diverses politiques et actions nécessaires à encourager les investissements comme la croissance économique et à lutter contre la pauvreté.

Nos lecteurs trouveront le rapport entier à l'adresse Internet suivante : <http://www.unep.org>.

Source : *Crop Biotech Update*
07 juillet 2006

Nema demande 6,2 milliards de shillings kenyans

Le Kenya a besoin de 6,2 milliards de shillings kenyans pour contrôler la dégradation environnementale a récemment déclaré l'Autorité nationale kenyane pour la gestion de l'environnement (NEMA).

La présidente de la NEMA, Dorcas Otieno, qui hier a lancé un plan stratégique quinquennale, a fait savoir que ces fonds seraient employés pour lutter contre la pollution, la déforestation et les problèmes présentés par les bidonvilles.

Elle a noté que les fonds nécessaires seraient fournis par l'Etat et par différents partenaires au développement externes.

« Nous lançons un appel à nos partenaires de développement et au secteur privé pour financer la mise en place du programme », a-t-elle déclaré.

Elle prononçait son allocution au siège de la NEMA devant, entre autres, les représentants du Ministère de l'environnement, de l'Union européenne, du Programme des Nations unies pour le développement et du Département britannique pour le développement international.

Otieno a fait noter qu'il était un besoin urgent d'intégrer les aspects environnementaux dans la politique de développement national grâce à l'implication des décideurs politiques.

On estime qu'en 2025, la population kenyane aurait atteint les 60 millions, ce qui réduirait les ressources renouvelables en eau de surface de 650 mètres cubes à 250 mètres cubes par personne.

Le plan a pour objectif de mettre en application la loi de 1999 sur la Coordination de la gestion environnementale qui vise à arrêter et à inverser la dégradation de l'environnement dans ce pays.

Le plan permettra également que s'achève les évaluations d'impacts environnementaux et d'audits sur l'environnement.

Enfin, Otieno a précisé que la NEMA projetait de décentraliser ses activités hors des zones urbaines afin de contribuer à une plus grande sensibilisation aux problèmes de l'environnement.

Source : *The Standard Online*

Evènements à venir (suite)

6ème Conférence de l'Association africaine pour la télédétection de l'environnement (AARSE), au Caire, du 30 octobre au 2 novembre 2006. Thème : Les sciences géo-informatiques et de l'observation terrestre au service du développement africain. Pour des informations plus détaillées, voir : <http://www.narsci.eg/aarse2006>. Pour de plus amples renseignements sur l'AARSE, voir : <http://www.itc.nl/~aarse/>. La Conférence de l'AARSE est le plus grand événement africain destiné plus particulièrement à la communauté des utilisateurs des SIG et des technologies de télédétection. La conférence se veut un forum rassemblant les scientifiques, les praticiens, les éducateurs, les développeurs, les vendeurs et les décideurs pour discuter des progrès réalisés (les dernières nouvelles), des applications, du renforcement des capacités et de la promotion des technologies de l'information au service du développement durable de l'Afrique. Il s'agit d'un forum où les participants pourront apprendre et échanger des idées sur les derniers progrès réalisés en matière de technologies et de leurs applications diverses. On abordera également les stratégies de promotion et d'utilisation des technologies en Afrique. **La date limite de dépôt d'exposés a été fixée au 15 avril 2006.** Plus de 1000 participants sont attendus.

Symposium international sur les systèmes d'innovation agricoles en Afrique, organisé à Kampala, en Ouganda, au mois de novembre 2006. Les chercheurs et les praticiens sont invités à soumettre des résumés traitant des bonnes pratiques en matière de l'étude et de la promotion de la recherche, du développement et de l'éducation agricoles. Il n'est pas nécessaire que les exposés traitent directement de la gestion des ressources agricoles et naturelles. On lance également un appel à des contributions (*posters, vidéos, diapositives, photographies, sites Internets, cartes, réunions, théâtre participatif ...*) de type interactif présentant les recherches faites en Afrique et ailleurs sur les systèmes interactifs. La date limite de dépôt a été fixée au 15 août 2006. Pour de plus amples informations, voir : http://www.ciat.cgiar.org/africa/eri_symposium06_fulltext.htm

Conférence 2006 des jeunes scientifiques sur les changements mondiaux, organisée à Beijing du 2 au 8 novembre 2006. Candidatures : http://www.start.org/links/announce_oppo/YSC_Application%205.doc. Tous les coûts (y compris de voyage et de logement) des participants dont les exposés / posters auront été admis seront couverts (partout où il sera possible).

2ème CONFERENCE ArcSIG OUEST-AFRICAINE A L'INTENTION DES UTILISATEURS (AWAUC 2006), organisée du 8 au 9 novembre 2006 à La Palm Royal Beach Hotel d'Accra, au Ghana.

Cette deuxième conférence ArcSIG aura pour thème : « *Libérer le potentiel des Systèmes d'informations géographiques (SIG) en vue d'atteindre les objectifs de développement en Afrique de l'Ouest* ». La conférence fournira une occasion tant aux utilisateurs des ArcSIG qu'aux novices en la matière de rencontrer des collègues et des professionnels SIG et de prendre la mesure des avantages qu'offrent les SIG ainsi que de l'accroissement de l'utilisation des SIG en Afrique de l'Ouest. A cette occasion, les exposés et les présentations de posters devraient être consacrés à l'industrie et les diverses disciplines d'application des SIG, et plus particulièrement aux trois thèmes secondaires de la Conférence :

Les informations géospaciales : le fondement d'un environnement durable

Faire progresser le commerce : libérer le potentiel des SIG en matière de planification des services

Rencontrer nos objectifs de développement millénaires : les transports, l'agriculture, etc.

Il sera également organisés des ateliers techniques, une galerie de cartes, une tombola et bien d'autres. Pour en apprendre plus, visiter le site Internet de la Conférence à www.sambus.com.

L'Association mondiale des infrastructures de données spatiales (GSDI) invite la communauté internationale d'utilisateurs de données spatiales à leur 9^{ème} conférence internationale organisée à Santiago du Chili. Les sessions principales auront lieu du lundi au vendredi 6 à 10 novembre 2006. L'objectif de l'Association est d'encourager le développement d'infrastructures de données spatiales afin de satisfaire aux besoins importants en ce domaine au niveau international. Le thème de la GSDI-9 est « L'information spatiale : outil de réduction de la pauvreté. » La conférence aura lieu au Centre des conventions Diego Portales situé au cœur de la très belle ville de Santiago du Chili. La 9^{ème} conférence sera sans doute la meilleure dans la série très réussie de conférences GSDI. Pour de plus amples renseignements, voir : www.gsdi9.cl

Conférence ESSP sur les sciences ouvertes, organisée du 9 au 12 novembre 2006 à Beijing. Appel à contributions : Nous invitons les scientifiques, décideurs, praticiens, spécialistes, membres du secteur privé et journalistes à participer à la Conférence ESSP sur les sciences ouvertes et à déposer des résumés en ligne (présentations de posters ou des sessions parallèles) via le site Internet de l'OSC (http://www.essp.org/ESSP2006/CallPapers_index.html). Veuillez noter que cet appel aux contributions concerne principalement les posters et que les sessions posters feront partie intégrante de la Conférence. Les sessions posters seront également liées directement aux sessions parallèles OSC. Une liste du titre des sessions et des mots clés / abrégés des sessions se trouvent au formulaire d'inscription présent sur le site Internet (voir lien ci-dessus) de la Conférence. Veuillez noter que nous ne pourrions accepter des inscriptions faites après le 1^{er} mai 2006, et que les résumés ne devront pas dépasser les 250 mots. Nous vous remercions de votre intérêt à ESSP OSC.

Evènements à venir (suite)

2^{ème} Conférence annuelle internationale de l'Initiative de développement de l'Académie africaine pour les sciences (ASADI), sur le thème « Prioritiser les politiques de sécurité alimentaire comme soutien à la santé et au développement en Afrique », organisé par l'Académie camerounaise des sciences à Yaoundé, au Cameroun, du 12 au 16 novembre 2006. Cette 2^{ème} conférence consistera en une 1^{ère} journée de sessions mixtes et exécutives du Réseau d'académies de sciences africaines (NASAC) et du Conseil du Développement de l'Académie africaine pour les sciences (BASAD) ; ensuite, organisé sur les 2 journées suivantes, le lancement public d'un évènement scientifique sur l'emploi des sciences et des technologies en vue de l'amélioration des processus décisionnels relatifs à la sécurité alimentaire comme soutien à la santé et au développement en Afrique ; enfin, organisée sur les 2 dernières journées, une session mixte d'apprentissage plus particulièrement à l'intention des dirigeants et du personnel des académies de sciences africaines, y compris une session d'un jour à l'intention de représentants des médias de tous les pays du continent africain. Des fonds détenus par les Académies nationales des Etats-Unis ont été alloués au profit de l'Initiative de développement de l'Académie africaine pour les sciences (ASADI), et plus particulièrement en vue d'un symposium annuel mixte afro-américain d'apprentissage. Les fonds couvriront les dix années que durera le projet. Les objectifs de cet évènement annuel comprennent : la promotion des académies africaines de sciences et du rôle informateur potentiel qu'elles pourront jouer dans les processus gouvernementaux décisionnels dans des domaines très variés ; l'établissement et l'épanouissement de relations à long terme entre les Académies nationales des Etats-Unis et les académies africaines de sciences ; le renforcement des partenariats africains ; l'organisation de formations à l'intention plus particulièrement des académies de sciences africaines. Voir également : <http://www.assaf.co.za>.

2^{ème} Conférence spatiale « Options spatiales pour le 21^{ème} siècle », organisée par l'ESTEC à Noordwijk aux Pays-Bas du 27 février au 1^{er} mars 2007. La première annonce et appel aux exposés se trouvent au site Internet de l'Agence spatiale européenne : <http://www.congrex.nl/06a12/>

Le Comité national organisateur du Congrès mondial pour l'éducation environnementale 2007 vous invite au **4^{ème} Congrès mondial pour l'éducation environnementale (WEEC 2007)** qui aura lieu en Afrique du Sud du lundi 2 au vendredi 6 juillet 2007 au Centre international des conventions de Durban. Pour de plus amples renseignements, pour les mises à jour ou pour vous enregistrer en ligne (*délégués ou présentateurs*), visiter le site Internet WEEC 2007 à www.weec2007.com.

SIE AFRIQUE

Postnet Suite No: 156
Private Bag X 15
Menlo Park
0102
Afrique du Sud

Tél. : +27 12 349 1068
Fax : +27 12 349 2080
Courrier électronique : svorster@eis-africa.org

Un réseau pour la gestion coopérative de l'information environnementale

www.eis-africa.org

Bulletin du mois d'août

Nous vous invitons à nous envoyer vos contributions pour notre bulletin d'août à svorster@eis-africa.org. Toute contribution devra nous parvenir avant le 23 août 2006.

Réserve

Les opinions exprimées dans ce bulletin ne sont pas nécessairement celles des rédacteurs ou de la maison d'édition. SIE AFRIQUE décline toute responsabilité quant à d'éventuelles erreurs, omissions, fautes typographiques ou d'autres imprécisions liées aux sources d'informations.

Vos commentaires sont les bienvenus !

Si vous voulez commenter le contenu de ce numéro du bulletin SIE NOUVELLES, veuillez vous mettre en rapport avec SIE AFRIQUE à l'adresse électronique suivante : svorster@eis-africa.org

Abonnement

Pour vous abonner, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : svorster@eis-africa.org avec pour sujet le mot "subscribe".

Pour annuler votre abonnement, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : svorster@eis-africa.org avec "unsubscribe" comme sujet. Vous serez automatiquement rayé de la liste des destinataires du Bulletin.

Images LandSat pour l'Afrique

Le gouvernement des Etats-Unis a mis à la libre disposition des utilisateurs en Afrique une grande quantité de gigaoctets d'images LandSat. SIE AFRIQUE recevra sous peu plusieurs groupes de données orthorectifiés complets (MSS, TM, ETM+). Nous espérons pouvoir mettre à la disposition de nos partenaires à travers l'Afrique ces groupes de données. Si vous êtes intéressé, visiter notre site Internet régulièrement, où vous serez notifié dès que ces groupes de données deviennent disponible à la distribution.